



**PRÉFET  
DE L'AVEYRON**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Arrêté n° 12 - 2023 - 08 - 01 - 0000 1

du 1 AOUT 2023

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement  
Arrêté préfectoral de prescriptions techniques d'une pisciculture soumise à autorisation et  
fonctionnant au bénéfice des droits acquis.  
Pisciculture des Sources de l'Avance, commune de BRUSQUE

---

**LE PRÉFET DE L'AVEYRON**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du mérite

**VU** le code de l'environnement notamment les livres II et V ;

**VU** le décret du 5 octobre 2022 portant nomination de Monsieur Charles GIUSTI en qualité de préfet de l'Aveyron ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2022 portant délégation de signature à Mme Isabelle KNOWLES, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;

**VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les piscicultures d'eau douce soumises à autorisation, rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2016-2021 du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°83-3936 du 2 novembre 198 autorisant la création d'une prise d'eau sur le Dourdou de Camarès au lieu-dit Mialet, commune de Brusque, afin d'alimenter des bassins de pisciculture ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°83-4004 du 10 novembre 1983, pris sur la base du dossier déposé par l'exploitant le 16 juillet 1982, autorisant la création d'un enclos piscicole au titre du code rural sur la commune de Brusque ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2014183-0001 du 2 juillet 2014 portant prescriptions techniques d'une pisciculture soumise à autorisation et fonctionnant au bénéfice des droits acquis ;

**VU** la déclaration de changement d'exploitant à compter du 01 juillet 2021, au profit de la SARL les Sources de l'Avance, pisciculture de Brusque ;

**VU** le porter à connaissance transmis par la SARL LES SOURCES DE L'AVANCE – Commune de Brusque, en date du 17 janvier 2023 ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur ;

**VU** les observations du demandeur transmises par courriels dont le courriel du 21 juillet 2023 ;

**Considérant** que le milieu naturel doit être protégé ;

**Considérant** que la prise d'eau sur le Dourdou de Camarès a été condamnée ;

**Considérant** que le point de rejet des eaux de la pisciculture se situe sur le plan d'eau immédiatement en aval de la chaussée et que par conséquent il n'y a pas de tronçon court-circuité ;

**Considérant** qu'après la reprise de la pisciculture, l'exploitant a réalisé un important travail de réaménagement des installations afin de devenir le centre de sélection génétique truites du groupe Aqualande ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir des dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture,

## **– ARRÊTE –**

### **PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 1 : Bénéficiaire**

La SARL LES SOURCES DE L'AVANCE, dont le siège social est situé 505 rue de la Grande Lande, 40120 ROQUEFORT, est autorisée à exploiter une pisciculture située au lieu dit la Prade, 12360 BRUSQUE, parcelle G 153, fonctionnant sous le régime d'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement au bénéfice des droits acquis.

L'établissement est soumis aux prescriptions techniques définies par le présent arrêté ainsi qu'à celles de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les piscicultures d'eau douce soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement (rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées).

#### **Article 2 : Rubrique visée**

Rubrique	Installations et activités concernées	Production maximum annuelle de l'installation	Régime
2130-1	Pisciculture d'eau douce	50 tonnes/an	Autorisation

Les prescriptions techniques du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

#### **Article 3 : Conformité au dossier**

La pisciculture et ses annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

#### **Article 4 : Durée de l'autorisation**

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

## **Article 5 : Modification et cessation d'activité**

### **Article 5.1 : modifications apportées à l'installation**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article 5.2 : Équipements et matériels abandonnés**

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **Article 5.3 : Transfert sur un autre emplacement**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

### **Article 5.4 : Changement d'exploitant**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

### **Article 5.5 : Cessation d'activité**

Lorsque l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif, conformément à l'article R512-39-1 du code de l'environnement.

La cessation d'activité s'effectue dans les conditions définies à l'article R512-75-1 du code de l'environnement.

## **Article 6 : Respect des autres législations et réglementations**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 7 : documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour, indiquant de manière précise notamment les points de prélèvement pour l'alimentation en eau de la pisciculture, le circuit d'alimentation en eau des bassins d'élevage et du local écloserie, les grilles délimitant la pisciculture et le point de rejet des effluents de la pisciculture,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le registre d'élevage tel que prévu par la réglementation en vigueur,
- le cahier d'épandage,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté, en particulier les résultats des différentes analyses et mesures réalisées liées au programme de surveillance des rejets et aux méthodes d'estimation du débit prélevé.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 10 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

---

## IMPLANTATION ET AMÉNAGEMENT DE L'INSTALLATION

---

### **Article 8 : Exploitation des installations**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement et des paysages, l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

### **Article 9 : Règles d'aménagement de l'installation**

La pisciculture comporte à l'amont des grilles fixes et permanentes la délimitant ou un dispositif équivalent empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau ou la résurgence. La taille des mailles ou des ouvertures de la grille n'excède pas 10 millimètres.

Les pompes permettant l'évacuation des eaux prélevées à la résurgence sont suffisamment dimensionnées pour permettre l'évacuation de la totalité du débit prélevé y compris en période de crue. Ces pompes constituent un dispositif équivalent aux grilles en aval de la pisciculture.

### **Article 10 : Stockage des aliments**

Le stockage des aliments est effectué dans un local dont le sol et les murs sont faciles à nettoyer et désinfecter. Des moyens appropriés sont utilisés pour éviter la présence de rongeurs et d'insectes.

### **Article 11 : Intégration dans le paysage - clôtures**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence (peintures, plantations ...).

Une clôture intègre permet de se prémunir d'un risque d'intrusion de personne et mammifères terrestre.

### **Article 12 : Incidents ou accidents**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous quinzaine. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

---

## PRÉVENTION DES RISQUES

---

### **Article 13 : Principes directeurs**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

## **Article 14 : Infrastructures et installations**

### **Article 14.1 : Protection contre l'incendie**

Les installations électriques sont conformes aux normes et réglementations en vigueur et régulièrement vérifiées.

La pisciculture doit disposer d'une protection interne contre le risque incendie (type extincteurs). L'accès aux engins de secours doit être facilité.

### **Article 14.2 : Protection contre le risque sanitaire**

L'exploitant doit s'assurer de la mise en œuvre de dispositions visant à éviter l'introduction, le développement et la dissémination d'agents pathogènes.

### **Article 14.3 : Protection contre l'inondation**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent de protéger son installation (pisciculture et annexes) en cas d'inondation.

## **Article 15 : formation du personnel**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel de l'exploitation, notamment les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du site lors de crues.

---

## **PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

---

## **Article 16 : Prise d'eau et prélèvement**

### **Article 16.1 : Ouvrage de prise d'eau**

La pisciculture est alimentée en eau à partir d'un captage sur la résurgence située sur la parcelle B 914, équipée d'une conduite gravitaire. Elle ne comporte aucune prise d'eau sur le cours d'eau du Dourdou de Camarès.

Néanmoins, en cas de situation de crise, l'exploitant est autorisé à mettre en place à titre exceptionnel un pompage dans le cours d'eau au droit de la parcelle G 1150, commune de Brusque, après en avoir informé l'inspection des installations classées et le service de police de l'eau. Dans ce cas, le débit réservé est assuré par le rejet de la pisciculture dans le plan d'eau immédiatement situé en aval de la chaussée. Ce plan d'eau aval ne doit jamais être dénoyé.

Dès lors que le rétablissement de la continuité écologique est classé officiellement comme un enjeu majeur sur le Dourdou de Camarès, l'exploitant équipe la chaussée de la pisciculture d'une passe à poisson efficace. Il laissera alors transiter dans cette passe à poisson, en tout temps, le débit nécessaire à son bon fonctionnement.

### **Article 16.2 : Mesure des débits**

L'exploitant dispose d'un système de mesure du débit prélevé.

L'exploitant assure le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de prélèvement, des dispositifs de suivi des débits et des grilles d'amont et d'aval.

### **Article 16.3 : Consommation**

Le débit maximal prélevé à partir de la résurgence, et, le cas échéant du pompage de secours, est :

- Du 1<sup>er</sup> juillet au 1<sup>er</sup> novembre : 200 l/s ;
- 300 l/s le reste de l'année.

Le débit prélevé à partir de la résurgence pourra cependant atteindre ponctuellement 320 l/s en cas de crue de la résurgence.

Les eaux sont restituées au point de rejet de la pisciculture.

### **Article 17 : Gestion des eaux pluviales**

Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont pas mélangées aux effluents. Elles sont collectées par une gouttière et sont soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel sans préjudice pour l'environnement.

### **Article 18 : Gestion des effluents**

#### **Article 18.1 : Point de rejet**

Le point de rejet des eaux de la pisciculture est positionné immédiatement à l'aval de la pisciculture au droit de la parcelle G 1073.

#### **Article 18.2 : Valeurs limites des charges polluantes des rejets**

L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture ne doit pas entraîner une élévation de température des eaux réceptrices incompatible avec la vie normale des espèces présentes dans le cours d'eau.

L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture a un pH conforme à celui de la rivière et dans tous les cas compris entre 5,5 et 8,5.

Le taux de saturation en oxygène dissous en sortie de la pisciculture est au minimum de 70 %. Le cas échéant, un dispositif assurant une oxygénation satisfaisante des eaux rejetées est mis en place.

Les valeurs limites en concentration à respecter en tout temps, en moyenne sur 24 heures en différentiel amont/aval, pour les différents paramètres de rejet des eaux issues de la pisciculture sont :

- MES : inférieure à 15 mg/litre ;
- $\text{NH}_4^+$  : inférieure à 0,5 mg/litre ;
- $\text{NO}_2^-$  : inférieure à 0,3 mg/litre ;
- $\text{PO}_4^{3-}$  : inférieur à 0,5 mg/litre ;
- $\text{DBO}_5$  : inférieure à 5 mg/litre.

Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs de concentration moyenne.

#### **Article 18.3 : Point de mesure des valeurs limites amont**

Le point de mesure se situe sur le Dourdou de Camarès en amont immédiat de la chaussée, au droit de l'ancienne prise d'eau de la pisciculture.

#### **Article 18.4 : point de mesure des valeurs limites en aval**

Le point de mesure des valeurs limites de rejets se situe sur le Dourdou de Camarès environ à 50 mètres en aval du point de rejet défini à l'article 18.1.

---

## **DÉCHETS**

---

### **Article 19 : Principe de gestion**

Le stockage, l'élimination et le recyclage des déchets doivent se faire conformément à la réglementation en vigueur.

### **Article 20 : Animaux morts**

Les poissons morts sont retirés des bassins et stockés dans une enceinte étanche à température réfrigérée positive ou négative en attente de leur enlèvement ou de leur destruction selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.

## **Article 21 : Gestion des boues**

### **Article 21.1 : Stockage des boues**

Les ouvrages de stockage des boues sont d'une capacité suffisante, notamment pour faire face aux périodes où l'épandage est impossible. Ils sont conçus pour retenir les lixiviats générés au cours du stockage. Leur implantation, leur conception et leur exploitation minimisent les émissions d'odeurs perceptibles pour le voisinage.

### **Article 21.2 : Plan d'épandage**

Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage, conformément à la réglementation en vigueur et notamment à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> avril 2008.

### **Article 22.3 : Cahier d'épandage**

Lorsque les boues sont valorisées par épandage sur des terres agricoles, un cahier d'épandage est tenu à jour sous la responsabilité de l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le contenu du cahier d'épandage doit comporter différents éléments indiqués à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> avril 2008.

Le cas échéant, le cahier d'épandage comprend un bordereau cosigné par l'exploitant producteur des effluents et le prêteur de terres. Ce bordereau est établi à chaque livraison.

### **Article 21.4 : Solution alternative à l'épandage**

Une solution alternative d'élimination ou de valorisation des boues doit être prévue pour remédier à une impossibilité temporaire ou définitive d'épandage.

---

## **SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

---

## **Article 22 : Programme d'auto-surveillance**

L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions des paramètres visés à l'article 18.2 sont ou risquent d'être dépassées.

Les résultats d'analyses sont consignés sur un registre tenu à la disposition des services d'inspection.

## **Article 23 : Suivi des prélèvements en eau**

La mesure et l'enregistrement du débit dérivé sont effectués tous les quinze jours.

## **Article 24 : Suivi des paramètres de rejet**

Les mesures des paramètres sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de la pisciculture aux points identifiés aux articles 18.3 et 18.4.

La fréquence d'analyse des paramètres ammonium ( $\text{NH}_4^+$ ) et nitrites ( $\text{NO}_2^-$ ) est une fois par mois. Du 1<sup>er</sup> juillet au 1<sup>er</sup> novembre, elle est d'une fois tous les quinze jours. Ces analyses peuvent être effectuées au moyen de dispositifs de mesure rapide.

## **Article 25 : Contrôle officiel**

Une mesure de la différence de concentration de tous les paramètres visés à l'article 18.2 entre les points identifiés aux articles 18.3 et 18.4 doit être effectuée sur un échantillon moyen prélevé sur une durée de 24 heures par un laboratoire agréé au moins une fois par an entre le 15 juillet et le 15 septembre.

Cette mesure peut être remplacée par la mesure d'un échantillon moyen prélevé sur une durée de 24 heures par un laboratoire agréé directement sur le rejet de la pisciculture entre le 15 juillet et le 15 septembre. Dans ce cas les valeurs indiquées à l'article 18.2 ne doivent pas être dépassées dans le rejet.

## TITRE 8. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

### **Article 26 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 27 : Délais et voies de recours**

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application des articles R. 514-3-1, il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente, le tribunal administratif de Toulouse, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans les délais suivants :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 28 : Acte administratif antérieur**

L'arrêté préfectoral n° n° 2014183-0001 du 2 juillet 2014 est abrogé.

### **Article 29 : Exécution**

La Secrétaire Générale de la Préfecture de L'Aveyron, la Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations en charge de l'Inspection des Installations Classées, l'Office Français de la Biodiversité, le maire de BRUSQUE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié :

- à la SARL les Sources de l'Avance,
- à l'Office Français de la Biodiversité
- au maire de la commune de BRUSQUE,
- au sous-préfet de MILLAU.

Fait à Rodez, le **- 1 AOUT 2023**

Pour le Préfet et par délégation,  
la Secrétaire Générale de la Préfecture



Isabelle KNOWLES